



18-03-2012

Les non dits de la campagne électorale

Cette campagne électorale démontre si besoin était, que les quatre « favoris » roulent tous pour le capital et que pour le deuxième tour, tous les autres candidats se rallieront à l'un des quatre prétendants du 1^{er} tour. En clair, les véritables questions fondamentales comme l'emploi, le pouvoir d'achat des salaires et des pensions, au même titre que les minima sociaux ou la protection sociale n'ont pas leur place dans la campagne. La cause : aucun des candidats ne veut s'attaquer au capital. C'est donc la même politique qui va se poursuivre avec certes un habillage et un discours différent, mais avec les mêmes conséquences pour les électeurs, notamment les plus démunis.

Poursuivre la politique que nous connaissons depuis des années, privatisation, cadeaux au patronat, blocage des salaires et des pensions, recul permanent de notre protection sociale et notamment des retraites au nom de la compétitivité, de la crise ou de l'Europe vont générer de nouveaux sacrifices pour le plus grand nombre et enfoncer le pays dans une spirale catastrophique pour les générations futures.

D'autres mauvais coups sont en préparation, dès les élections passées ils seront à nouveau à l'ordre du jour.

C'est le cas à la SNCF, aujourd'hui ouverte à la concurrence.

C'est précisément au nom de cette concurrence européenne, que la direction de la SNCF aidé par le pouvoir qui sera élu, aura comme premier objectif de faire exploser le statut des personnels cheminots.

Déjà aujourd'hui, la SNCF recrute uniquement des contractuels qualifiés par la directive « RH 0254 », donc de droit privé, en lieu et place de cheminots avec un statut.

L'objectif du PDG de la SNCF, est de créer une convention collective qui serait applicable à l'ensemble des salariés des chemins de fer Européen. On a déjà une idée de ce que cela va donner. En premier lieu, toutes les prétendues « harmonisations » se sont faites en alignant sur le plus bas. Les contractuels ne bénéficient pas des différents avantages du statut des cheminots, cheminots aujourd'hui appelés « cadre permanent ». Cela éclaire ce qui va se passer dans l'avenir.

Le statut va voler en éclat, les conséquences seront catastrophiques. Cela est si vrai, qu'un responsable de la SNCF réagissant aux inquiétudes de la fédération CGT des cheminots, répond au secrétaire général de cette fédération : « S'agissant des dispositions relevant de la directive RH 0254, il me semble qu'il conviendra d'adapter celle-ci à la future convention collective. **Je vous confirme que cette adaptation, qui pourra le cas**

échéant donner lieu à un accord collectif, se fera dans le respect et le maintien du bénéfice pour les agents concernés des dispositions de la RH 0254 qui s'avèreraient plus favorables que celles de la convention collective ».

On imagine les dégâts pour ces contractuels, que dire alors des cheminots, que restera t-il de leur statut ?...

Qui en parle dans cette campagne ? Personne !

Seule l'action des cheminots permettra de sauver les acquis.

www.sitecommunistes.org